

# Jimmy Lai, une figure du combat prodémocratie à Hongkong, inculpé pour fraude

mercredi 9 décembre 2020, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 3 décembre 2020).

*L'affaire porte sur le fait que le siège du journal « Apple Daily » serait utilisé à des fins différentes de celles prévues par le contrat de location de l'immeuble.*

Les poursuites se multiplient contre les opposants et les détracteurs de Pékin à Hongkong. Dernier en date, Jimmy Lai a été inculpé et placé en détention, jeudi 3 décembre, pour fraude. Le magnat est notamment le patron du tabloïd Apple Daily, connu pour son engagement dans le camp prodémocratie et ses critiques acerbes contre l'exécutif hongkongais, qui est aligné sur Pékin.

Jeudi 3, Jimmy Lai et deux de ses cadres dirigeants, Royston Chow et Wong Wai-keung, ont comparu devant un tribunal pour des accusations de fraude. A en croire des documents judiciaires, l'affaire porte sur le fait que le siège du journal serait utilisé à des fins qui ne seraient pas prévues par le contrat de location de l'immeuble.

Jeudi, le tribunal qui examinait les poursuites pour fraude a refusé la libération sous caution demandée par M. Lai, tout en l'accordant à MM. Wong et Chow, fixant au mois d'avril la prochaine audience. Cela signifie que le riche homme d'affaires passera les prochains mois derrière les barreaux.

## Des dizaines de militants prodémocratie inculpés

Des centaines de policiers avaient réalisé en août une spectaculaire perquisition dans ce bâtiment, en particulier dans la salle de rédaction de l'Apple Daily. Plusieurs responsables du groupe de presse, dont M. Lai, avaient été arrêtés pour des soupçons de « *collusion avec les forces étrangères* », dans le cadre de la nouvelle loi sur la sécurité nationale imposée fin juin par Pékin dans sa région semi-autonome.

A ce stade, aucun n'a formellement été inculpé en vertu de cette loi drastique. Mais l'enquête est en cours. Cela signifie que le riche homme d'affaires, qui a, par la suite, été photographié par les médias menotté, à son arrivée dans la prison, passera les prochains mois derrière les barreaux.

L'ex-colonie britannique, qui a connu en 2019 sa plus grave crise politique depuis sa rétrocession à Pékin en 1997, est depuis plusieurs mois l'objet d'une reprise en main musclée de Pékin, dont cette loi imposée fin juin est un des instruments.

Plusieurs figures de l'opposition n'ont pas reçu l'autorisation de se présenter aux législatives qui ont été reportées d'un an sous l'excuse d'un risque lié au coronavirus. Des dizaines de militants prodémocratie ont par ailleurs été inculpés ou arrêtés.

Mercredi 2, trois personnalités de premier plan du mouvement prodémocratie, dont Joshua Wong, ont été condamnées à des peines de prison ferme pour leur implication dans les manifestations de 2019. M. Lai est également poursuivi pour son rôle dans cette mobilisation dans le cadre d'un dossier distinct de celui examiné jeudi.